

Une défaite au goût de victoire pour les indépendantistes

PAR [JOSEPH CONFAVREUX](#), [ELLEN SALVI](#) ET [JULIEN SARTRE](#)

Au lendemain du référendum historique sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, les vaincus sont heureux et les vainqueurs mécontents. En visite dans l'archipel, le premier ministre a pris rendez-vous avec les forces politiques pour un comité des signataires de l'accord de Nouméa, en décembre, à Paris.

Nouvelle-Calédonie, envoyés spéciaux. – La nuit qui a clos le jour pendant lequel la Nouvelle-Calédonie a, pour la première fois dans l'histoire du pays, voté sur son indépendance en se prononçant contre elle, a été étrange. À Nouméa, les seules voitures pavoisant affichaient les couleurs de la Kanaky, tandis que les drapeaux tricolores étaient restés à la maison. Le paradoxe de ce lendemain de scrutin, où les vaincus affichent leurs sourires et les vainqueurs leurs divisions, reflète la situation singulière d'un pays qui vient de se prononcer contre l'indépendance tout en assistant à une dynamique inédite des indépendantistes.

Sur l'archipel qui reste aussi français qu'indépendantiste, après la victoire du non à 56,4 %, ce dernier camp affiche sa satisfaction. « *La défaite a fait pschitt*, dit dans un sourire Gilbert Tyuïenon, maire de la commune de Canala, qui a voté à plus de 94 % en faveur du oui. *Compte tenu du rapport de force initial, je ne peux pas être déçu du résultat final. Et je suis confiant sur la suite.* » Konyi Wassissi, co-directeur de la campagne du FLNKS, est sur la même longueur d'onde. « *On a été attaqué pendant toute la campagne, par des gens affirmant que, sans la France, il n'y aurait plus d'argent, plus de sécurité... Qu'on se retrouverait dans la situation du Vanuatu [indépendant depuis 1980 et qui connaît des difficultés économiques et sociales – ndlr] ! Mais cela n'a pas empêché les Kanak de se mobiliser autour de leur drapeau, sur la question identitaire.* »

À l'exception des communes de Koné et Koumac, situées en Province Nord, et de l'île de Lifou, les indépendantistes sont en effet en progression partout, si on compare les scores du référendum de dimanche à ceux des élections provinciales de 2014. « *La dignité ne se monnaie pas* », assène Louis Mapou, figure historique de la lutte, avant d'ironiser : « *Jusqu'à hier soir, nos adversaires prétendaient nous enterrer. Ils vont faire quoi maintenant ? Avec quoi ils vont remplir le trou ? Il est impossible d'enterrer quelque chose qui est dans le cœur et dans l'histoire. Ceux qui prétendent cela sont arrivés trop récemment en Nouvelle-Calédonie et n'ont pas d'attaches avec son histoire. Ou alors, ils l'ont oubliée, comme Pierre Frogier.* »

Le sénateur LR avait, lors d'une conférence de presse convoquée trois jours avant le scrutin, expliqué d'un ton véhément qu'il allait « *déposer devant la Haute-Assemblée une loi constitutionnelle afin d'empêcher la tenue d'un deuxième et d'un troisième référendum* » pour « *qu'on passe à autre chose* ». Ces scrutins sont pourtant rendus possibles par l'accord de Nouméa. Parmi les loyalistes, certains ont longtemps pensé que les indépendantistes finiraient par y renoncer, au regard des résultats du premier référendum,

pour ne pas s'infliger trois défaites successives. Mais l'écart moins important que prévu a clairement rééquilibré les rapports de forces.

Aloisio Sako est le président du RDO (Rassemblement démocratique océanien), rallié au FLNKS : une figure souvent mise en avant pour afficher le fait qu'il s'agit, pour les indépendantistes, de construire un pays « *pluriculturel* » et une « *nouvelle nation arc-en-ciel* », en référence à l'Afrique du Sud post-apartheid, et non un pays exclusivement kanak. « *Les 43 % de oui nous donnent la satisfaction, à défaut de la victoire, explique-t-il. Nous sommes au seuil de la pleine souveraineté. Une dynamique est enclenchée. Les non-Kanak ont amorcé le rapprochement avec le FLNKS. Nous sommes dans une courbe ascendante et le "pari sur l'intelligence" fait par Jean-Marie Tjibaou lors de l'Accord de Nouméa est en train de prendre forme. Même si ça ne va pas au rythme qu'on aurait souhaité, cela va dans le bon sens.* »

Seul Pascal Sawa, le maire de la commune de Houaïlou, sur la côte orientale de la Grande-Terre, qui a voté à près de 84 % en faveur du oui, tempère quelque peu l'ambiance : « *On espérait gagner et on est donc bien évidemment déçus, en dépit du taux de participation.* » Il existe un autre bémol que souligne cette figure du renouvellement du combat pour l'indépendance, jeune élu dans une commune concentrant les difficultés économiques et sociales de l'île : « *Les résultats traduisent la fracture entre la brousse, les îles et le grand Nouméa. On voit bien qu'il y a quand même deux pays. Nouméa et sa banlieue d'un côté, le reste du territoire de l'autre. Et cela montre aussi la fracture ethnique. Malgré tout, il y a deux peuples en Nouvelle-Calédonie : le peuple originel et le peuple accueilli, qu'il soit européen, asiatique ou océanien...* »

Les scores du référendum de dimanche sont en effet sans appel. En Province Sud, la plus peuplée et où se trouve Nouméa, le non rassemble près de 74 % des voix. En Province Nord, le oui l'emporte à 76 %, et dans la Province des îles à 82 %. Dans le détail des communes et des bureaux de vote, le gouffre entre les différentes parties du territoire est encore plus marqué. Dans le sud de Nouméa, la partie la plus riche de la ville, certains bureaux ont voté à plus de 90 %, voire au-delà de 95 %, contre l'indépendance. Dans les communes septentrionales et en tribu, c'est l'inverse. Dans la tribu de Tiendanite, celle des Tjibaou, à proximité de Hienghène, c'est 100 % des votants qui se sont prononcés en faveur de la « *pleine souveraineté* ».

En dépit de ces tendances lourdes, ce qui réjouit les indépendantistes, est d'abord d'avoir fait le plein en terres kanak, où les jeunes, dont les leaders du FLNKS craignaient qu'ils ne se mobilisent guère, « *ont été au rendez-vous* », dixit Louis Mapou. Mais la vraie satisfaction est d'avoir effrité, voire davantage, les monopoles loyalistes dans le Sud. « *Que ce soit à Nouméa ou sur le littoral sud-est, dans les communes de Bourail ou de la Foa, les indépendantistes font des scores jamais atteints !* », s'exclame Gilbert Tyuienon. « *Plus de 20 % à Nouméa, c'est historique* », jubile Aloisio Sako, en soulignant les bons chiffres des bureaux de vote situés notamment au nord de l'agglomération, plus pauvre et où vivent de nombreux Kanak.

Pour Louis Mapou, aujourd'hui, le « *grand Nouméa, c'est la Bastille. Une Bastille qu'on ne peut prendre ni avec les mêmes armes, ni avec les mêmes argumentaires qu'ailleurs. Mais il ne nous manque que quelques milliers de voix pour être indépendants, et nous avons des marges de progression* ». Moins de dix-huit mille voix ont séparé hier le non du oui à l'indépendance. Et le FLNKS ne doute pas de parvenir à les combler. Ses responsables

insistent sur la marge de manœuvre qui demeure dans les îles, peu peuplées, mais où la participation a été plus faible que sur le reste du territoire. Mais ils soulignent avant tout la dynamique ressentie dans certains bastions historiquement anti-indépendantistes.

« Cette dynamique va aspirer le reste de la population et notamment les couches défavorisées, juge Aloisio Sako, qui se rendent compte que ce pays est riche, mais que cette richesse est très mal répartie. Quant à la population océanienne, elle comprend de mieux en mieux la revendication du peuple kanak, parce que nous sommes aussi des insulaires, que l'attachement à la terre est important pour nous, et que nous avons progressivement mesuré ce qu'avaient vécu les Kanak. »

Avec de telles analyses, il paraît inenvisageable pour le camp indépendantiste de renoncer aux deux référendums prévus par l'accord de Nouméa. *« Il n'y a pas d'hésitation sur le deuxième référendum, ni sur le troisième, si nécessaire. C'est la parole qui a été donnée au peuple calédonien. Il n'y a pas de raison que ça change », tranche Pascal Sawa. « Notre feuille de route est toute tracée, abonde Aloisio Sako. C'est l'accord de Nouméa, qui est constitutionnalisé. Il ne faut pas y toucher, car ici la paix est très fragile. »*

Pour Konyi Wassissi, d'ici deux ou quatre ans, le basculement vers le oui *« sera aisé »* : *« Pourquoi a-t-on prévu trois référendums et pas un seul ? C'est parce qu'on est conscients d'avoir été minoritaires et qu'il fallait se donner le temps de convaincre. Comme on a ouvert aux autres la possibilité de se prononcer aussi sur le destin du pays, on voulait qu'ils aient la possibilité de bouger, de travailler avec nous pour l'avenir. »* D'autant qu'il *« ne s'agit pas seulement d'arithmétique »*, estime Louis Mapou : *« L'option de l'indépendance est celle qui présente le plus de perspectives. Donc on met le cap sur 2020 et la mariée sera encore plus belle à cette date. »*

Un comité des signataires en décembre

Ce scénario des deux référendums est exactement celui que craignaient les loyalistes et qu'ils prétendaient pouvoir écarter dans la dernière ligne droite de la campagne. Le sénateur LR Pierre Frogier avait ainsi pour objectif affiché de *« purger l'indépendance »*. Galvanisés par les sondages et les projections électorales tirées des élections provinciales de 2014, de nombreux partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France avaient durci le ton au cours des dernières semaines. Les militants pensaient pouvoir tabler sur 70 % de non et il n'en fallait pas moins, disaient-ils, pour *« cesser la repentance »* et ne plus accorder d'avantages politiques aux indépendantistes au nom du processus de décolonisation.

Le « jour d'après » a donc un goût amer pour les loyalistes. La victoire est loin d'être aussi large qu'espérée et, dans ces conditions, il est difficile de tourner la page du processus issu des accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa. Enterrée l'idée de retirer le Caillou de la liste des pays à décoloniser de l'ONU ; envolés les espoirs de *« clarification »*, réclamée par le président de LR Laurent Wauquiez, lors de sa venue à Nouméa en septembre. *« Il faut bien reconnaître que ce n'est pas le non massif que nous attendions »*, euphémise Virginie Ruffenach, responsable au parti Rassemblement-LR, la frange la plus dure des élus non indépendantistes.

Pour cette élue, les responsables sont tout trouvés. L'État français en premier : *« Les indépendantistes ont été favorisés par deux choses que l'État français leur a accordées :*

d'abord, une question qui nous désavantageait parce que ce n'est pas facile de faire campagne pour le non, alors que nous demandions un bulletin "France" et un autre "Indépendance". Ensuite, et plus important encore, le corps électoral a favorisé les partisans du oui parce qu'il y a eu énormément de nouveaux entrants, de jeunes sous statut coutumier inscrits d'office. Ces personnes n'ont jamais fait la démarche de s'inscrire sur une liste. À quoi joue l'État en faisant ça ? Il veut laisser tomber la Nouvelle-Calédonie ? »

Plus encore qu'à l'État, c'est aux alliés de Calédonie Ensemble, une formation non indépendantiste plus modérée, que Virginie Ruffenach, et l'ensemble des responsables de son parti, en veulent. Le résultat du référendum a en effet ravivé la tension que les loyalistes avaient provisoirement réussi à mettre sous le boisseau. *« Nous étions les seuls à faire campagne pour un non massif, s'agace l'élue. Calédonie Ensemble a fait campagne pour un petit non et a brouillé les cartes. Ils ont fait trop de gestes envers les indépendantistes. Ce doit être une forme de syndrome de Stockholm ! »*

Partisan d'un discours plus apaisé en direction des indépendantistes du FLNKS, le député UDI, Agir et Indépendants Philippe Gomès a lui aussi des mots acerbes pour ses camarades. *« À Calédonie Ensemble, nous sommes dans le non respectueux, répond-il à ceux qui l'accusent de faiblesse, voire de complicité. Nous avons signé une charte des valeurs, nous avons fait campagne dans tout l'archipel et seul le résultat compte : la paix aujourd'hui alors que le référendum est passé. »*

Moins affecté par le résultat plus serré que prévu que ses collègues de la droite dure, le parlementaire attribue le score final à *« un sursaut de mobilisation inattendu de la part des électeurs indépendantistes, en particulier des jeunes »*. *« Si on m'avait dit avant le référendum que nous gagnerions largement tout en rendant les indépendantistes heureux, j'aurais signé sans hésiter »*, affirme-t-il. S'ils en acceptent le principe, les élus de Calédonie Ensemble ne vont pas jusqu'à soutenir la tenue d'un deuxième, voire d'un troisième référendum. *« Il y a des conséquences économiques à ces consultations à répétition : des retards dans les investissements des entreprises, un taux d'épargne supérieur à la moyenne chez les consommateurs calédoniens... »*, glisse Philippe Gomès.

Calédonie Ensemble appelle à trouver un *modus operandi*, une sorte de nouvel accord de Nouméa, qui permettrait de poursuivre le processus de décolonisation sans en passer par un nouveau scrutin, tout en évitant des tensions entre les communautés. Des propos qui se veulent apaisés, à l'inverse de ceux tenus par les élus du Rassemblement-LR à l'issue du référendum. Rapidement, ces derniers ont en effet dénoncé *« le chaos, l'insécurité, les violences »* engendrés par le scrutin, même si, à part quelques pneus brûlés vers la tribu de Saint-Louis dans la nuit de dimanche à lundi, le calme règne aujourd'hui sur l'archipel.

« On a gagné, quand même », conclut Virginie Ruffenach, d'un ton désabusé. C'est aussi ce que réaffirmait fermement Pierre Frogier lundi, après sa rencontre avec le premier ministre. Venu en Nouvelle-Calédonie pour s'entretenir en tête-à-tête avec l'ensemble des forces politiques locales, Édouard Philippe n'a visiblement pas satisfait tous les élus loyalistes. *« Il n'y a pas de négociations, il n'y a plus de concessions à faire [aux indépendantistes – ndlr]. Chacun doit assumer des responsabilités, moi j'assumerai les miennes, c'est d'une incohérence totale*, a grincé le sénateur LR, avant de répondre à la question de savoir s'il allait demander à l'État d'accompagner leurs revendications pour la suite : *« Des fois, vaut mieux être seul que mal accompagné. »*

Sur place pendant une petite journée en compagnie de la ministre des outre-mer Annick Girardin, le chef du gouvernement a pris soin de ne pas livrer sa propre analyse des résultats du référendum, se contentant de se réjouir de la bonne tenue du scrutin et du « *caractère incontestable* » des résultats. Devant les étudiants de l'Université de Nouvelle-Calédonie, Édouard Philippe a salué « *un succès démocratique* ». Face aux responsables politiques, il n'a rien fait d'autre que d'écouter le sentiment des uns et des autres. « *Tous mes interlocuteurs ont souhaité prendre le temps d'analyser les résultats plus en profondeur* », a-t-il indiqué dans un entretien accordé à NC la 1^{ère} et Calédonia, confirmant la tenue d'un nouveau comité des signataires de l'accord de Nouméa « *mi-décembre* », à Paris.

La veille, Emmanuel Macron s'était lui aussi exprimé depuis l'Élysée. « *En ce jour, le seul vaincu est la tentation du mépris, de la division, de la violence, de la peur, avait-il indiqué. Le seul vainqueur, c'est le processus en faveur de la paix qui porte la Nouvelle-Calédonie depuis trente ans, l'esprit de dialogue que plus rien n'entamera ; l'esprit de responsabilité qui a conduit à une participation exceptionnelle des Calédoniennes et des Calédoniens.* » Le président de la République s'était tout de même dit fier « *que la majorité des Calédoniens ait choisi la France* », lui qui avait déjà assuré en mai, à l'occasion de sa venue à Nouméa, que « *la France ne serait pas la même sans la Nouvelle-Calédonie* ».

Le premier ministre n'est pas allé aussi loin. À l'image de ses prédécesseurs, ce dernier veille depuis sa nomination à conserver une forme de neutralité pour respecter au plus près les termes de l'accord de Nouméa dont l'État est l'un des cosignataires. « *Nous sommes tenus par ces accords, nous ne souhaitons pas en sortir*, a-t-il indiqué au sujet de la tenue d'un deuxième, voire d'un troisième référendum. *Mais ça ne veut pas dire que, parce que nous sommes tenus par ces accords, il ne faudrait pas tenir compte des résultats électoraux [...]. Il faut donc que nous parlions avec les forces politiques pour savoir comment elles envisagent la suite.* »

Édouard Philippe a d'ailleurs insisté sur le fait qu'au-delà des questions institutionnelles, il fallait aussi que l'État et les forces politiques de Nouvelle-Calédonie puissent discuter des autres éléments contenus dans les accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, qu'il s'agisse du rééquilibrage économique ou du projet social de l'archipel. « *La vie ne se résume pas aux questions institutionnelles*, a-t-il insisté. *Il y a aussi le développement économique, le développement social, le développement culturel...* »

L'écart moins important que prévu a finalement de quoi rassurer l'État : non seulement le scrutin s'est déroulé sans incidents majeurs, non seulement il a conforté le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française, mais il a en plus permis qu'une forme d'équilibre soit respectée entre les indépendantistes et les loyalistes. À la sortie des urnes, personne n'a été humilié et chacun est en droit de continuer à discuter d'égal à égal. Le référendum n'a pas été un couperet, il ouvre même la voie à de nouvelles discussions.